

Rapport pays Atradius

Amérique du Sud – Avril 2018



Table des matières

Atradius STAR Évaluation du risque politique	3
--	---

[Imprimez cet article](#)

Principales économies sud-américaines

Argentine	4
-----------	---

[Imprimez cet article](#)

Brésil	7
--------	---

[Imprimez cet article](#)

Chili	10
-------	----

[Imprimez cet article](#)

Colombie	13
----------	----

[Imprimez cet article](#)

[Imprimez tout](#)

Pays sud-américains: Évaluation du risque politique Atradius STAR*:

Argentine: 6 (risque important - modéré) – stable

Brésil: 5 (risque modéré) – positif

Chili: 3 (risque faible - modéré) – positif

Colombie: 4 (risque faible - modéré) – stable

* Le classement STAR fonctionne sur une échelle de 1 à 10, où 1 représente le risque le plus faible et 10 le risque le plus élevé.

Les 10 étapes du classement sont regroupées en cinq grandes catégories pour faciliter leur interprétation en termes de qualité du crédit. En partant de la partie la plus faible du spectre de qualité, ces catégories vont de „Risque faible“, „Risque faible –modéré“, „Risque modéré“, „Risque important – modéré“ à „Risque important“, avec une note séparée réservée au „Risque très important“.

En plus de l'échelle à 10 points, des modificateurs de classement sont associés à chaque échelon: „Positif“, „Stable“, et „Négatif“. Ces modificateurs de classement permettent une granularité plus importante et d'opérer une distinction plus précise entre les pays en termes de risque.

Pour plus d'informations concernant le classement STAR d'Atradius, veuillez [cliquer ici](#).

Argentine

Principales sources d'importation (2016, % du total)

Brésil:	24,5 %
Chine:	18,8 %
États-Unis:	12,6 %
Allemagne:	5,5 %
Mexique:	3,2 %

Principaux marchés d'exportation (2016, % du total)

Brésil:	15,6 %
États-Unis:	7,8 %
Chine:	7,7 %
Chili:	4,0 %
Inde:	3,8 %

Indicateurs clés

	2015	2016	2017	2018*	2019*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	2,6	-2,2	2,8	3,1	2,8
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	26,5	41,4	26,5	23,0	12,4
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	3,5	-1,4	3,8	3,8	2,8
Consommation réelle du gouvernement (% changement)	6,8	0,3	2,4	0,1	3,6
Production industrielle (différence en % d'une année à l'autre)	-1,0	-4,6	1,8	3,5	2,6
Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)	3,8	-5,1	9,5	7,1	4,0
Taux de chômage (%)	6,5	8,5	8,6	8,1	7,8
Balance fiscale (% du PIB)	-4,8	-5,9	-5,7	-5,6	-5,5
Dette publique (% du PIB)	53,9	54,4	55,7	56,5	57,3
Exportations réelles de biens et de services (différence en % d'une année à l'autre)	-0,6	3,7	0,3	1,2	2,6
Compte courant (% du PIB)	-2,8	-2,7	-4,5	-4,8	-4,6

* prévisions Source: Macrobond

Perspectives de performance des industries argentines

Avril 2018



Excellentes:
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes:
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.



Correctes:
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises:
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises:
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Électronique / TIC	Services financiers	Alimentation	Machines/Ingénierie	Mines
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État/gouvernement:

Président Mauricio Macri
(depuis décembre 2015)

Type de gouvernement:

République

Population:

44,1 millions (est.)

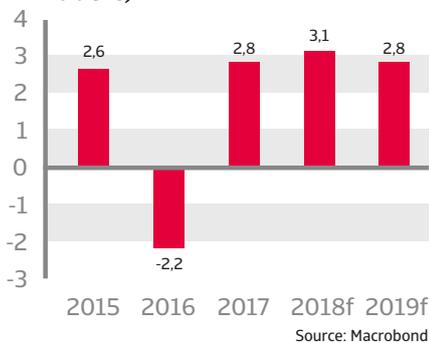
Un président réformateur au pouvoir, mais des obstacles subsistent

Le président Mauricio Macri a réglé les questions économiques importantes héritées du gouvernement précédent (par ex., le défaut de paiement de la dette et des politiques fortement interventionnistes) en réduisant les subventions en matière d'énergie, en abolissant les taxes à l'exportation, en levant les contrôles sur les devises et les capitaux et en permettant au peso argentin (surévalué) de flotter librement. Début 2016, l'Argentine a négocié un arrangement de règlement de la dette avec les créiteurs récalcitrants restants, ce qui a permis au pays de sortir du défaut de paiement et de revenir sur les marchés internationaux de capitaux. Cela a amélioré en tout point les relations économiques avec le FMI, les États-Unis et l'Europe.

Bien que la coalition gouvernementale ait décroché des sièges supplémentaires lors des élections législatives de mi-mandat en octobre 2017, elle ne dispose toujours pas de majorité tant à la Chambre des députés qu'au Sénat. Cela signifie que le président Macri doit coopérer avec l'opposition pour obtenir une majorité parlementaire pour ses réformes.

Situation économique

Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)

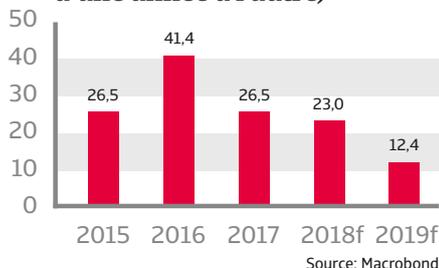


Une reprise encore fragile

L'économie a affiché une reprise en 2017, et l'avancée des réformes structurelles devrait soutenir une croissance plus rapide et plus importante en 2018 et 2019, stimulée par les investissements, les exportations et la demande des consommateurs. L'accès aux marchés de capitaux par les autorités centrales et locales et les entreprises argentines reste solide. Si le retour à des politiques plus favorables au marché a amélioré les perspectives de croissance à moyen et long terme de l'Argentine, les perspectives à court terme restent difficiles et des risques considérables de détérioration subsistent.

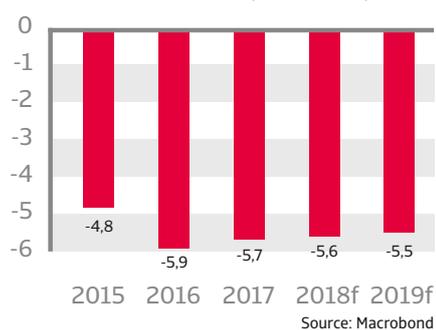
Malgré une baisse importante enregistrée en 2017, l'inflation ne devrait pas être ramenée à des taux à un chiffre avant fin 2019, dans la mesure où le processus de désinflation se heurte à une politique budgétaire expansionniste et à des négociations salariales difficiles en vue de réduire l'indexation.

Inflation (différence en % d'une année à l'autre)



Des efforts supplémentaires de réduction du déficit budgétaire sont nécessaires pour renforcer la reprise économique, aider au processus de désinflation, stimuler les investissements directs étrangers et renforcer les réserves officielles de devises. Pour des raisons politiques (troubles sociaux potentiels et absence de majorité au Congrès pour la coalition gouvernementale), le resserrement budgétaire devrait se poursuivre de manière progressive et les déficits budgétaires devraient rester supérieurs à 5% du PIB en 2018 et 2019, avec une nouvelle hausse de la dette publique. La structure de la dette devient de plus en plus risquée (financée à 73% de manière externe en devises étrangères), ce qui rend les finances publiques vulnérables aux risques de change et de refinancement.

Balance fiscale (% du PIB)



Le rebond de la demande nationale avec une augmentation des importations (principalement des biens de capitaux suite à la suppression des contrôles des capitaux) a entraîné une augmentation des déficits des comptes courants, lesquels sont majoritairement financés par les afflux de portefeuille. Jusqu'à présent, ce type de financement n'a pas posé de problème, mais l'Argentine reste vulnérable aux changements du climat sur les marchés. Bien que les liquidités se soient améliorées à la suite de l'émission d'obligations internationales, leur resserrement se poursuit et elles demeurent insuffisantes pour couvrir les besoins de financement externe. Le peso restera dès lors sensible aux fluctuations du climat sur les marchés et le taux de change devrait progressivement se déprécier à nouveau en 2018.

Structurellement, l'économie argentine demeure vulnérable en raison de sa forte dépendance aux produits de base (les produits agricoles représentent 50% des exportations), d'un stock relativement important de capitaux de portefeuille entrants, de la faiblesse des institutions, de la question des finances publiques et de son passif en matière de défaut de paiement de la dette. La reprise actuelle pourrait être sérieusement freinée par la mise en place de nouveaux droits à l'importation par les États-Unis et par toute perturbation dans les flux commerciaux mondiaux.

Brésil

Principales sources d'importation (2016, % du total)

États-Unis:	17,5 %
Chine:	17,0 %
Allemagne:	6,6 %
Argentine:	6,6 %
Corée du Sud:	4,0 %

Principaux marchés d'exportation (2016, % du total)

Chine:	19,0 %
États-Unis:	12,6 %
Argentine:	7,2 %
Pays-Bas:	5,6 %
Allemagne:	2,6 %

Indicateurs clés

	2015	2016	2017	2018*	2019*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	-3,5	-3,5	1,0	2,8	2,6
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	9,0	8,7	3,4	3,6	4,2
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	-3,2	-4,3	0,0	2,8	2,7
Consommation réelle du gouvernement (différence en % d'une année à l'autre)	-1,4	-0,1	-0,8	-0,5	-0,5
Production industrielle (différence en % d'une année à l'autre)	-8,2	-6,7	2,9	3,5	2,5
Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)	-13,9	-10,3	-1,5	5,0	4,5
Taux de chômage (%)	9,0	12,0	11,8	10,8	9,2
Balance fiscale (% du PIB)	-8,3	-6,5	-8,0	-7,0	-5,6
Dette publique (% du PIB)	65,5	70,0	73,7	77,4	82,0
Exportations réelles de biens et de services (différence en % d'une année à l'autre)	6,8	1,9	7,0	4,3	4,6
Compte courant (% du PIB)	-3,3	-1,3	-0,5	-1,4	-1,4

* prévisions Source: Macrobond

Perspectives de performance des industries brésiliennes

Avril 2018



Excellentes:
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.



Bonnes:
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.



Correctes:
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.



Mauvaises:
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.



Très mauvaises:
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Électronique / TIC	Services financiers	Alimentation	Machines/ Ingénierie	Métaux
				
Pétrole/gaz	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État/gouvernement:

Président Michel Temer
(depuis août 2016)

Population:

207,7 millions (est.)

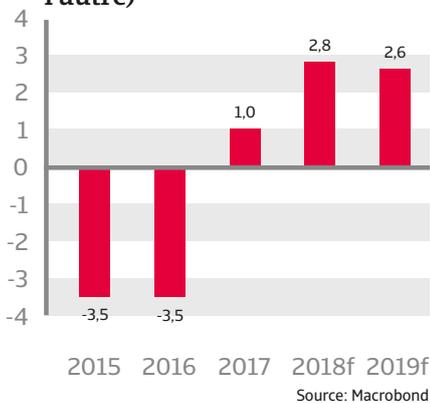
Incertitudes politiques à la veille des élections d'octobre 2018

La situation politique intérieure du Brésil reste très incertaine en raison de l'énorme scandale de corruption impliquant la compagnie pétrolière d'État Petrobras (des procureurs de l'État ont prétendu que des entreprises de construction de premier plan et d'autres sociétés auraient versé des pots-de-vin colossaux à des cadres haut placés de Petrobras et à des politiciens en échange de contrats). Plus de la moitié des membres du Congrès, et même le président Michel Temer, sont impliqués. Le Congrès a rejeté à deux reprises les accusations de corruption adressées à M. Temer pour avoir prétendument accepté des pots-de-vin, lui évitant ainsi un éventuel procès devant la Cour Suprême. Bien que politiquement affaibli, M. Temer voit augmenter, grâce à ce rejet, ses chances de rester en fonction jusqu'à la fin de son mandat, le 1er janvier 2019.

Cependant, le scandale de corruption et l'implication présumée de nombreux hauts responsables politiques font planer une ombre sur les élections présidentielles et législatives de mi-mandat d'octobre 2018. Les incertitudes politiques actuelles, avant et après les élections, pourraient avoir un effet négatif sur le sentiment des entreprises, des consommateurs et des investisseurs, affectant négativement la reprise économique actuelle.

Situation économique

Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)

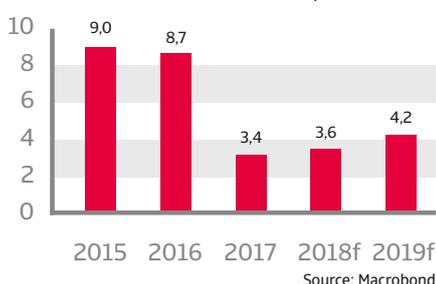


Sortie de la récession et baisse des insolvabilités

En 2017, l'économie brésilienne est sortie d'une profonde récession, principalement grâce à la hausse des exportations et au rebond de la consommation privée. L'expansion du PIB devrait s'accélérer à plus de 2,5% par an en 2018 et 2019, soutenue par une nouvelle augmentation des exportations et de la consommation privée ainsi que par la croissance des investissements. Cependant, la croissance des exportations pourrait être affectée par les droits à l'importation des États-Unis et les perturbations dans les flux commerciaux mondiaux.

L'assouplissement de la politique monétaire favorise les investissements et les prêts, une forte baisse de l'inflation ayant permis à la Banque centrale de ramener progressivement le taux d'intérêt de référence de 14,25% en octobre 2016 à 6,5% en mars 2018.

Inflation (différence en % d'une année à l'autre)

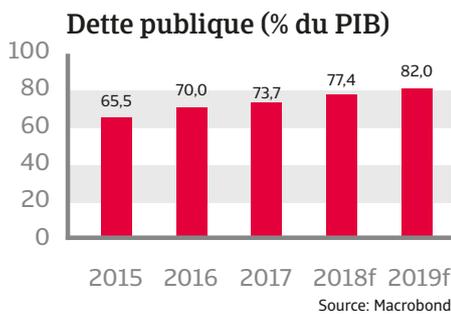


Les insolvabilités des entreprises ont enregistré une forte augmentation en 2015 et 2016 (en particulier, les cas de recouvrement judiciaire, qui ont augmenté de près de 45% en 2016 par rapport à l'année précédente). En 2017, les dossiers de recouvrement ont diminué de 24%, tandis que les faillites ont diminué de 8%. En raison de la reprise économique, les faillites d'entreprises devraient encore diminuer en 2018, mais rester à des niveaux élevés.

La consolidation fiscale est essentielle

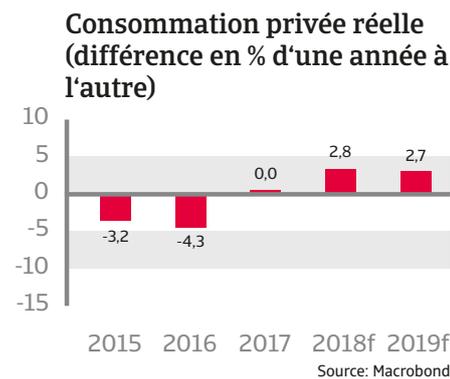
La reprise a été fortement soutenue par les politiques économiques plus orthodoxes du gouvernement Temer visant à améliorer les finances publiques, le sentiment des investisseurs et la productivité. Cela comprend des amendements constitutionnels pour freiner la croissance des dépenses publiques, alléger la charge réglementaire, moderniser les relations du travail et les réformes fiscales.

Cependant, l'environnement économique demeurera difficile, compte tenu de la fragilité de l'environnement politique, du taux de chômage élevé et de l'ajustement nécessaire de la politique fiscale. Le déficit budgétaire important reste la principale faiblesse économique du Brésil, la dette publique devant passer de 56% du PIB en 2014 à plus de 80% du PIB en 2019. Pour le moment, le fait que la majeure partie de la dette publique soit financée nationalement (85%), en devise locale (95%) à une maturité moyenne de près de sept ans, atténue les risques liés à la devise, au refinancement et à la défaillance souveraine.



Si l'adoption d'un amendement constitutionnel visant à éliminer la croissance automatique des dépenses budgétaires en fonction des augmentations de l'inflation constitue une étape cruciale pour réduire les dépenses, le véritable problème est celui des retraites, les dépenses destinées aux retraités représentant actuellement un tiers du budget fédéral avant paiements d'intérêts, soit 9% du PIB.

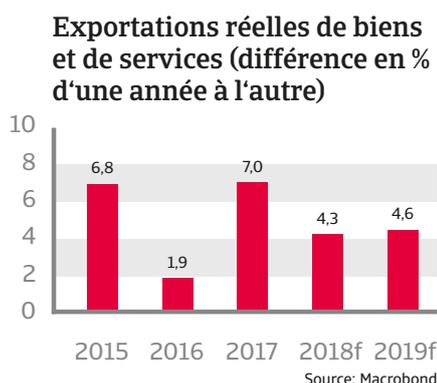
Toute réforme des retraites nécessite un amendement constitutionnel (qui doit être voté à la majorité des trois cinquièmes dans les deux chambres du Congrès), et le gouvernement a retiré une proposition de réforme des retraites (diluée) en février 2018 en raison du manque de soutien parlementaire. La loi correspondante sera adoptée avant les élections législatives présidentielles et intermédiaires en octobre 2018.



Toujours vulnérable au sentiment changeant des investisseurs, mais résistant aux chocs majeurs

Le Brésil reste vulnérable au sentiment changeant des investisseurs suite à un stock relativement élevé d'afflux d'investissements sous forme de portefeuille (plus de 140% des réserves internationales). En raison des incertitudes politiques actuelles, la devise restera vulnérable aux changements du climat sur les marchés, et le réal devrait se déprécier à nouveau en 2018 par rapport à l'USD, quoique modérément (d'environ 2,5% en moyenne). Cependant, un secteur financier solide et des besoins de refinancements externes relativement faibles permettent au taux de change flexible d'absorber les chocs, tandis que les investisseurs ne semblent pas trop préoccupés par l'improbabilité d'une réforme complète des retraites à court terme, limitant ainsi le risque d'une soudaine détérioration de leur sentiment.

La situation financière externe du Brésil devrait rester solide. La dette extérieure reste assez faible et les liquidités sont plus que suffisantes pour couvrir les importations (plus de 20 mois en 2017) et les besoins de refinancements externes. Le déficit du compte courant devrait augmenter en 2018 sous l'effet de l'augmentation des importations, mais il est entièrement couvert par les investissements directs étrangers.



La dette en devises étrangères a augmenté au cours des dernières années du fait de la forte hausse de la dette des entreprises (d'environ 60% de la dette totale en devises étrangères). Cependant, ce niveau de dette s'est stabilisé en 2016 et les deux tiers de la dette des entreprises en devises étrangères sont des dettes interentreprises, moins exposées au risque de refinancement. La plupart des entreprises avec un endettement extérieur soit disposent d'une couverture contre le risque de change, soit ont accès à d'importantes réserves de devises étrangères. De plus, la baisse des taux d'intérêt sur la dette intérieure atténue l'impact du resserrement monétaire attendu aux États-Unis sur le service de la dette.

Le secteur bancaire brésilien est bien régulé et suffisamment capitalisé. Le système n'est pas dollarisé et la dépendance au financement externe est faible, ce qui protège le système bancaire de chocs négatifs. La part des prêts non productifs a diminué en 2017 par rapport à 2016 (à 3,6% fin 2017).

Chili

Principales sources d'importation (2016, % du total)

Chine:	24,1 %
États-Unis:	17,4 %
Brésil:	8,0 %
Argentine:	4,2 %
Allemagne:	3,8 %

Principaux marchés d'exportation (2016, % du total)

Chine:	28,5 %
États-Unis:	14,1 %
Japan:	8,6 %
Corée du Sud:	6,9 %
Brésil:	4,9 %

Indicateurs clés

	2015	2016	2017	2018*	2019*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	2,3	1,6	1,5	3,0	3,1
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	4,4	3,8	2,2	2,6	3,1
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	2,0	2,4	2,6	3,0	2,9
Consommation réelle du gouvernement (différence en % d'une année à l'autre)	4,5	5,2	3,4	1,9	2,8
Production industrielle (différence en % d'une année à l'autre)	0,5	-2,6	-0,4	2,8	2,5
Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)	-0,9	-0,6	-1,4	4,1	3,8
Taux de chômage (%)	6,3	6,5	6,6	6,5	6,4
Balance fiscale (% du PIB)	-2,2	-2,7	-2,8	-2,2	-1,7
Dette publique (% du PIB)	17,4	21,3	24,8	26,9	27,6
Exportations réelles de biens et de services (différence en % d'une année à l'autre)	-1,8	-0,1	0,3	3,2	3,4
Compte courant (% du PIB)	-1,9	-1,4	-1,1	-0,2	-0,2

* prévisions Source: Macrobond

Perspectives de performance des industries chiliennes

Avril 2018

- 
Excellentes:
 La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.
- 
Bonnes:
 La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.
- 
Correctes:
 La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.
- 
Mauvaises:
 La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.
- 
Très mauvaises:
 La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Électronique / TIC	Services financiers	Alimentation	Machines/ Ingénierie	Mines
				
Métaux	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État/gouvernement:

Président Sebastián Piñera
(depuis mars 2018)

Population:

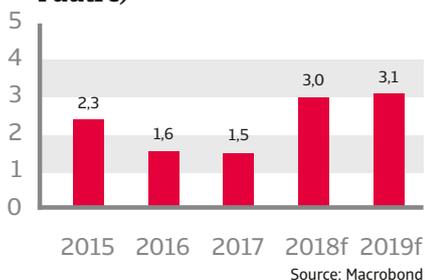
18,4 millions (est.)

Un nouveau président en fonction

Sebastián Piñera, de la coalition de centre-droite "Chile Vamos", a remporté le second tour des élections présidentielles en novembre 2017. Il succède à Michelle Bachelet, de centre gauche. Aucun changement politique important n'est attendu de la part du nouveau gouvernement, dès lors la stabilité politique reste élevée, soutenant la solvabilité du Chili et le sentiment positif sur les marchés financiers. Cependant, l'élimination des goulots d'étranglement au niveau du capital humain et des inégalités sociales demeure un défi pour le nouveau gouvernement.

Situation économique

Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)

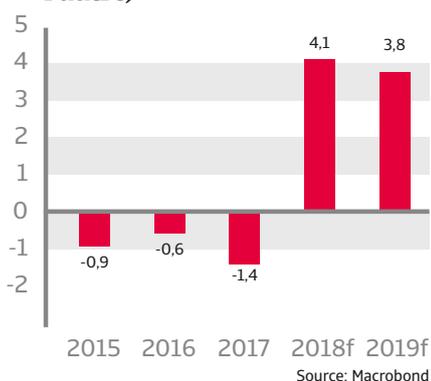


Reprise de la croissance économique en 2018 et 2019

L'économie chilienne dépend toujours des exportations de cuivre (qui représentent plus de 40% des recettes des exportations et 10% du PIB) et de la demande de la Chine qui en résulte. Cependant, la dépendance des recettes publiques aux recettes tirées du cuivre est passée de plus de 25% par le passé à environ 10%, et une plus grande diversification des destinations d'exportation atténue les risques commerciaux. En parallèle, le secteur des services représente plus de 60% du PIB.

Depuis le deuxième semestre de 2017, la croissance économique s'est redressée après la baisse des prix du cuivre, la baisse de la demande de la Chine, les grèves dans le secteur minier et la baisse de la demande nationale. En 2018 et 2019, la croissance du PIB devrait s'accélérer en raison d'un environnement extérieur plus favorable (hausse des prix du cuivre et augmentation de la demande en produits de base), de l'impact de l'assouplissement de la politique monétaire en 2017 et de l'amélioration de la confiance des entreprises et des consommateurs.

Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)

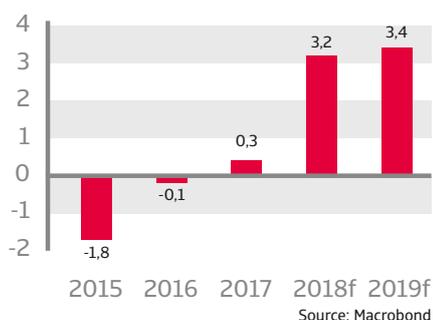


Si l'industrie des produits de base chilienne pouvait bénéficier de projets d'infrastructure à grande échelle aux États-Unis, l'économie pourrait être affectée par les politiques commerciales protectionnistes américaines directement (dans ses échanges avec les États-Unis) et indirectement (via un ralentissement potentiel des échanges avec les pays asiatiques, le Brésil et le Mexique). Toute perturbation des flux commerciaux mondiaux causée par de nouvelles mesures protectionnistes aurait certainement un impact sur les exportateurs chiliens, en dépit du fait que le pays a conclu des accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux avec plus de 60 pays.

Cela dit, la résistance de l'économie reste forte grâce à des politiques macroéconomiques et financières prudentes. Un taux de change flexible fait office d'amortisseur efficace, atténuant l'impact de la baisse des prix du cuivre et de la demande extérieure modérée sur le compte courant du Chili. La dette extérieure est viable (avec des ratios qui devraient diminuer à environ 60% du PIB en 2018 et 2019) et les liquidités restent suffisantes avec plus de six mois de couverture des importations, soutenues en outre par un fonds souverain qui s'élève actuellement à 24 milliards USD soit 9% du PIB.

Le Chili a une règle budgétaire qui fixe un objectif d'excédent structurel, mais offre un espace pour des politiques de relance à court terme. Si la dette publique a augmenté ces dernières années, sa structure présente encore un risque faible: la plupart est libellée en pesos (82%) et détenus au niveau national (80%, c'est-à-dire fonds de pension), atténuant les risques de change et de refinancement.

Exportations réelles de biens et de services (différence en % d'une année à l'autre)



L'environnement commercial chilien reste l'un des meilleurs de la région et le gouvernement continue d'encourager les investissements étrangers. Un bon accès aux capitaux nationaux et étrangers par les entreprises locales réduit les risques de refinancement. Le secteur bancaire chilien est sain, bien régulé et suffisamment capitalisé, avec de faibles prêts non performants (environ 2% en moyenne). Les liquidités sont bonnes et les autorités sont en train de mettre en œuvre les cadres réglementaires de Bâle III. Cependant, un ratio prêts/dépôts relativement élevé de plus de 115% rend le secteur bancaire vulnérable aux changements sur les marchés.

Colombie

Principales sources d'importation (2016, % du total)

États-Unis:	26,7 %
Chine:	19,3 %
Mexique:	7,6 %
Brésil:	4,7 %
Allemagne:	3,8 %

Principaux marchés d'exportation (2016, % du total)

États-Unis:	32,9 %
Panama:	6,2 %
Equateur:	3,9 %
Pays-Bas:	3,9 %
Espagne:	3,7 %

Indicateurs clés

	2015	2016	2017	2018*	2019*
Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)	3,1	2,0	1,8	2,5	3,1
Inflation (différence en % d'une année à l'autre)	5,0	7,5	4,3	3,3	3,0
Consommation privée réelle (différence en % d'une année à l'autre)	3,2	1,5	1,7	2,5	2,8
Consommation réelle du gouvernement (différence en % d'une année à l'autre)	5,0	2,4	4,0	2,3	3,0
Production industrielle (différence en % d'une année à l'autre)	2,0	3,7	-0,6	2,0	2,4
Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)	1,9	-2,7	0,1	2,7	3,2
Taux de chômage (%)	8,9	9,2	9,4	9,1	9,0
Balance fiscale (% du PIB)	-3,4	-2,3	-2,2	-2,0	-1,8
Dette publique (% du PIB)	51,6	52,8	54,2	54,7	55,1
Exportations réelles de biens et de services (différence en % d'une année à l'autre)	1,2	-1,2	-0,6	2,8	3,0
Compte courant (% du PIB)	-6,4	-4,4	-3,4	-3,0	-3,1

* prévisions Source: Macrobond

Perspectives de performance des industries colombiennes

Avril 2018

-  **Excellentes:**
La situation du risque de crédit dans le secteur est excellente / la performance des entreprises dans le secteur est excellente par rapport à sa tendance à long terme.
-  **Bonnes:**
La situation du risque de crédit dans le secteur est bonne / la performance des entreprises dans le secteur est meilleure que la tendance à long terme.
-  **Correctes:**
La situation du risque de crédit dans le secteur est correcte / la performance des entreprises dans le secteur est stable.
-  **Mauvaises:**
La situation du risque de crédit dans le secteur est dégradée / la performance des entreprises dans le secteur est plus mauvaise que la tendance à long terme.
-  **Très mauvaises:**
La situation du risque de crédit dans le secteur est très mauvaise / la performance des entreprises dans le secteur est très mauvaise par rapport à sa tendance à long terme.

Agriculture	Automobile/ Transport	Chimie/Pharma	Construction	Biens de consommation durables
				
Électronique / TIC	Services financiers	Alimentation	Machines/ Ingénierie	Métaux
				
Pétrole/gaz	Papier	Services	Acier	Textiles
				

Situation politique

Chef d'État/gouvernement:

Président Juan Manuel Santos
(depuis août 2010; réélu en 2014)

Population:

49,3 millions (est.)

Un accord de paix global, mais toujours contesté

Après plusieurs années de négociations, en décembre 2016, un accord de paix entre le gouvernement colombien et les FARC, le principal groupe de guérilla, a finalement été conclu. En août 2017, les rebelles démobilisés des FARC ont remis leurs dernières armes aux représentants de l'ONU, et le gouvernement a officiellement déclaré la fin d'un conflit armé vieux de 52 ans. Les FARC, de gauche, se sont transformés en parti politique le 1er septembre. Les pourparlers avec l'Ejército de Liberación Nacional (ELN), groupe de guérilla plus petit, ont été suspendus par le gouvernement début 2018 après plusieurs attentats à la bombe, mais vont reprendre.

Le processus de paix se heurte à des défis majeurs, dans la mesure où les anciens guérilleros FARC pourraient avoir du mal à s'intégrer dans la société, et où certaines parties de l'accord de paix restent controversées. Les élections au Congrès de mars 2018 ont renforcé la position des partis conservateurs qui s'opposent à certains éléments clés de l'accord de paix (par exemple, l'immunité pour les anciens membres des FARC).

Les élections présidentielles devraient avoir lieu en mai 2018 et le résultat aura un impact majeur sur l'avenir du processus de paix. Dans le même temps, on s'attend à ce que les politiques économiques orthodoxes du gouvernement en place se poursuivent, quel que soit le résultat.

Situation économique

Croissance réelle du PIB (différence en % d'une année à l'autre)

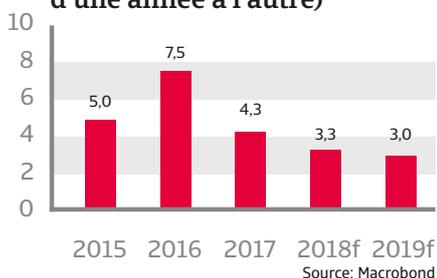


Une reprise est en cours depuis le deuxième semestre de 2017

Depuis le deuxième semestre de 2017, la croissance économique a recommencé à s'accélérer, en raison d'un environnement extérieur plus favorable (hausse des prix du pétrole et des produits de base) et des effets stimulants de la politique monétaire. La consommation privée, les investissements et la production industrielle se sont redressés et la croissance du PIB devrait augmenter d'environ 2,5% en 2018. L'inflation a diminué en 2017 et devrait encore baisser cette année, ce qui offre à la Banque centrale une marge supplémentaire pour abaisser encore les taux d'intérêt afin de soutenir l'expansion économique.

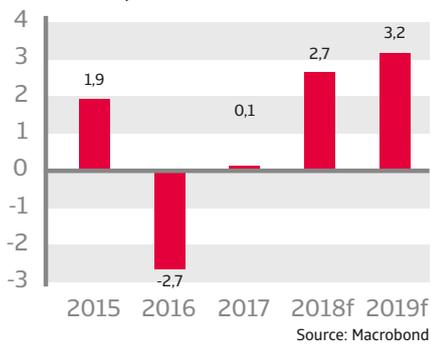
Ces dernières années, des politiques économiques saines ont contribué à des capacités de gains supérieures et à une meilleure résilience économique. Les réformes fiscales de 2016, avec une augmentation de la TVA de 16 à 19% et une simplification du régime fiscal, montrent de plus en plus leurs effets. La majeure partie de la dette publique est financée sur le plan national et à long terme, à taux fixe.

Inflation (différence en % d'une année à l'autre)



La position économique extérieure de la Colombie reste solide. Le gouvernement représente environ 60% de la dette extérieure du pays, et si les ratios de la dette extérieure et du service de la dette ont augmenté depuis 2014 en raison de la dépréciation monétaire et de la baisse des recettes des exportations, tous deux devraient enregistrer un recul en 2018. Les risques sont atténués par la couverture, et des notes d'investissement stables et un excellent historique de paiement permettent à la Colombie d'aisément accéder aux marchés de capitaux internationaux.

Investissements fixes réels (différence en % d'une année à l'autre)



La situation des liquidités internationales est saine, avec des réserves internationales s'élevant à près de dix mois de couverture des importations, répondant à l'exigence de financement externe. Les réserves officielles sont soutenues par une ligne de crédit modulable de précaution du FMI, qui offre une assurance renforcée contre les risques externes accrus, car la Colombie reste vulnérable au sentiment négatif des investisseurs en raison d'un stock relativement important d'entrées d'investissements de portefeuille (180% des réserves officielles). De plus, le taux de change flexible fait office d'amortisseur, soutenu par une dollarisation limitée de l'économie et une dette extérieure modeste. En 2018, une dépréciation progressive du peso est attendue, en fonction du moment et de la rapidité de la hausse des taux d'intérêt américains.

L'accord de paix avec les FARC pourrait augmenter les taux de croissance à moyen terme grâce à des investissements dans des zones qui se trouvaient auparavant dans des zones de conflit et à une amélioration de la confiance des consommateurs. Cependant, malgré d'importants progrès économiques ces dernières années, la Colombie affiche toujours des taux de pauvreté et d'inégalité élevés, surtout dans les zones rurales. Afin d'atteindre une croissance économique durable à long terme, la promotion de la croissance de l'emploi, des réformes sociales et l'amélioration de l'infrastructure seraient nécessaires.

Si cette étude vous a intéressé, vous pouvez visiter notre site internet www.atradius.fr, vous y retrouverez toutes nos publications Atradius consacrées à l'économie mondiale, aux rapports pays, aux analyses sectorielles, aux conseils en credit management et des études sur les pratiques commerciales.

Suivez Atradius dans les médias sociaux



@atradiusFR



Atradius-france



atradiusFR

Clause de non-responsabilité

Ce rapport est fourni uniquement à des fins d'information et n'est pas conçu comme recommandation visant des transactions particulières, des investissements ou autres stratégies quelconques à l'intention des lecteurs. Ces derniers doivent à cet égard prendre leurs propres décisions de manière indépendante, qu'elles soient de nature commerciale ou autre. Si nous avons veillé soigneusement à nous assurer que les informations contenues dans le présent rapport ont été obtenues de sources fiables, Atradius n'est toutefois pas responsable d'éventuelles erreurs ou omissions, ou des résultats obtenus par l'utilisation de ces informations. Tous les renseignements contenus dans le présent rapport sont donnés „tels quels”, sans garantie quant à leur exhaustivité, leur précision, leur degré d'actualité ou les résultats obtenus à partir de leur utilisation, et sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite. En aucun cas, Atradius, ses partenaires ou sociétés apparentées, agents ou employés, ne pourront être tenus responsables envers les lecteurs ou toute autre personne pour toute décision ou mesure prise sur la foi des informations contenues dans ce rapport, ou pour tous dommages indirects, particuliers ou similaires, même si ces personnes ont été avisées de l'éventualité de tels préjudices.

Copyright Atradius N.V. 2018

Atradius Crédito y Caución S.A.
de Seguros y Reaseguros
159 rue Anatole France
CS 50118
92596 Levallois Perret
info.fr@atradius.com
www.atradius.fr